



EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

TM | 040/363-03 -1.713.55/

SEANCE DU JEUDI 13 NOVEMBRE 2025.

Présents: Monsieur Dominique MARCIL, Bourgmestre

Monsieur Philippe METTENS, Monsieur Xavier VANCOPPENOLLE, Madame Andrée D'HULSTER, Monsieur Carlo DE WOLF, Madame Catherine RASMONT, Madame Amandine LESCEUX, Monsieur Thomas ENGLEBIN, Monsieur Rémy DECLEVE, Madame Ann DUMONT, Madame Aurore VANDERHAEGEN, Membres du Conseil Communal
Madame Anne VANDEWIELE, Directrice générale ff

OBJET n°14 à l'ordre du jour: Taxe sur l'enlèvement des immondices - Exercice 2026

Le Conseil Communal,
Siégeant en séance publique

Vu les articles 41, 162 et 170 § de la Constitution;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment à l'article 9.1. de la Charte;

Vu le décret du 09 mars 2023 relatif aux déchets à la circularité des matières et à la propreté publique;

Vu le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'environnement, le Code de l'eau;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30, et L3321-1 à 12;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Vu la loi du 20 novembre 2022 portant les dispositions fiscales et financières diverses;

Vu la circulaire du 15 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets 2026 des communes de la Région Wallonne, à l'élaboration des budgets des entités sous suivi du Centre Régional d'aide aux communes et à l'élaboration du Plan de convergence;

Considérant que le coût-vérité Budget 2026 est fixé à 95 %;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au Directeur financier en date du 03 novembre 2025;

Considérant que le Directeur financier a remis un avis de légalité en date du 03 novembre 2025, joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE

Par 8 OUI et 3 NON et 0 ABSTENTION(S)

(ENGLEBIN Thomas, LESCEUX Amandine, METTENS Philippe)

Article 1^{er}: Pour l'exercice 2026, il est établi au profit de la commune, une taxe communale sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Article 2:

§ 1^{er}: La taxe est due par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers, ainsi que par les seconds résidents. Une seconde résidence est définie comme tout logement privé autre que celui affecté à la résidence principale pour lequel l'utilisateur n'est pas inscrit aux registres de la population de la Commune ou au registre des étrangers

Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.

§ 2: La taxe est également due pour chaque lieu d'activité desservi par le service de collecte, par toute personne physique ou morale (ou, solidairement, par les membres de toute association exerçant sur le territoire de la commune dans le courant de l'exercice une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non) exerçant une profession libérale, indépendante, commerciale, de services ou industrielle ou autre et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal.

§ 3 : Sont exonérées de la présente taxe les personnes hébergées dans les maisons de repos, maisons de repos et de soins, résidences-services, centres d'accueil de jour, de soirée et/ou de nuit, ainsi que dans les centres de soins de jour visés aux annexes L120, L121 et L122 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.

Cette exonération s'applique dès lors que le prix mensuel d'hébergement à charge du résident comprend déjà l'évacuation des déchets et les impôts relatifs à l'établissement.

Article 3: La taxe annuelle est fixée comme suit:

- 60 € pour les isolés
- 120 € pour les ménages de 2 personnes et plus
- 120 € pour les commerces et les seconds résidents
- 120 € pour les homes pour enfants
- 360 € pour les homes pour adultes de moins de 30 lits
- 1.440 € pour les homes pour adultes d'au moins 30 lits

Sont inclus dans la taxe forfaitaire, un nombre de sacs poubelles:

- 5 sacs de 60 litres pour les isolés,
- 10 sacs de 60 litres pour les ménages de 2 personnes et plus, les commerces, les secondes résidences et les homes pour enfants
- 30 sacs de 60 litres pour les homes pour adultes de moins de 30 lits
- 120 sacs de 60 litres pour les homes d'au moins 30 lits.

Article 4: La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5: Les clauses relatives à l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition communale.

Article 6: En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article L3321-8bis du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais seront recouvrés de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

Article 7: Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en oeuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement des données: Commune de Flobecq.
- Finalité du traitement: établissement et recouvrement de la taxe.
- Catégorie de données: données d'identification et données financières.
- Durée de conservation: la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de 10 ans après l'échéance du terme de paiement ou, en cas de recours ou de réclamation, à compter de la décision définitive clôturant la procédure.
- Méthode de collecte: recensement par l'administration.
- Communication des données: les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du Code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants de la commune.

Article 8: La présente délibération sera publiée telle que prescrite par les articles L1133-1 à L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

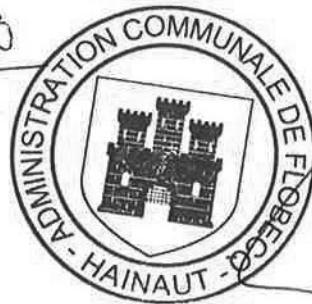
Article 9: La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

PAR LE CONSEIL COMMUNAL:

POUR EXTRAIT CONFORME, LE 14 NOVEMBRE 2025 :

La Directrice générale ff.

Anne VANDEWIELE



Le Bourgmestre,

Dominique MARCIL